

1346

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



INSTITUT FONDAMENTAL D'AFRIQUE NOIRE
CHEIKH ANTA DIOP
LABORATOIRE PAUPERISATION et TRANSFORMATIONS SOCIALES
CAMP JEREMY

Boîte Postale : 206 - Dakar (Sénégal)
Tél. : (221) 825 98 90 – 825 92 32 - 825 96 14
Fax. : (221) 832 43 07

**MISSION D'EVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE
DU DSRP (2003-2005)**

EVALUATION PARTICIPATIVE

OFFRE TECHNIQUE

Dakar, le 14 septembre 2007

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP
IFAN
Laboratoire Paupérisation Transformations Sociales
BP: 206 Dakar - FANN
(221) 825 19 90 - 825 92 32 - 825 96 14
Directeur Scientifique

I. LE CONTEXTE

A la fin des années 90, dans le cadre d'une contribution aux efforts de lutte contre la pauvreté déployés au plan international, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont adopté, une nouvelle stratégie d'aide aux pays à faible revenu, allant dans le sens de l'allègement de dettes accordés aux pays à faible revenu. En effet, le fardeau de la dette, la détérioration de la situation socio-économique de la plupart des pays sous ajustement et la paupérisation des populations ont constitué un ensemble de facteurs qui ont influencé la recherche de solutions alternatives par les dirigeants des pays partenaires au développement et les institutions financières internationales.

Dans ce contexte, et dans le prolongement de ce qui est convenu d'appeler le Consensus de Washington, les institutions de Bretton Woods et d'autres bailleurs de fonds reconnaissant les effets négatifs des politiques d'ajustement structurel et les impacts nocifs de la dette dans les efforts de développement, ont initié plusieurs stratégies dont celle « Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés » (PPTE) lancée en 1996. Dans sa philosophie ou sa conception, l'Initiative a connu des mutations, elle visait dans un premier temps à « ramener la charge de la dette extérieure de tous les PPTE admissibles à un niveau « soutenable » dans un délai relativement court. Ensuite, sous la pression de divers acteurs, en particulier les ONG, elle fut élargie en septembre 1999 afin de resserrer les liens entre l'allègement de la dette, la lutte contre la pauvreté et les politiques sociales.

Une des conditionnalités pour les pays éligibles à l'initiative PPTE, résidait dans la rédaction d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté intérimaire (DSRP-I) en assurant un caractère participatif au processus de réflexion autour de la stratégie pour la réduction de la pauvreté. Il est vrai que jusque là les résultats atteints dans l'ensemble en matière de lutte contre la pauvreté restaient mitigés. L'expérimentation de nouvelles approches telles que le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) témoigne largement de la difficulté à atteindre les objectifs qui étaient assignés aux politiques antérieures de lutte contre la pauvreté. Plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer cet échec partiel des politiques : ils sont d'ordre institutionnel, humains, financiers ou stratégiques.

Face à ces nombreux défis, le DSRP devait constituer non seulement, un outil d'aide à la décision d'allocation des ressources publiques et des ressources extérieures avec comme point de mire, la résorption de la pauvreté, mais également le principal cadre d'exercice et de gestion des partenariats entre le gouvernement et les bailleurs de fonds et la société civile. La grande nouveauté de cette nouvelle stratégie réside dans la combinaison du consensus des acteurs locaux et du renforcement du budget de l'Etat et de son rôle en tant qu'instrument de développement. On est loin de l'approche purement technocratique qui prévalait auparavant mais l'on s'inscrit davantage dans la voie de l'atteinte des objectifs pour peu que la participation des acteurs clés et les modalités de leurs interactions soient bien définies afin d'éviter les convergences d'intérêts, les alliances ponctuelles et ou partisans, les jeux de pouvoir, et conflits d'intérêt.

Aussi au Sénégal, un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), a été approuvé en 2002 avec pour orientations majeures, le doublement du

revenu par habitant d'ici 2015, dans le cadre d'une croissance forte et équilibrée ; la généralisation de l'accès aux services sociaux et d'accélérer la mise en place des infrastructures nécessaires et l'élimination de toute forme d'exclusion et d'instaurer l'égalité entre les sexes.

Dans un délai plus court que prévu, le Sénégal a défini un dispositif d'ensemble pour élaborer le DSRP. Dans le processus d'élaboration, un effort d'intégration des politiques macro économiques a été constaté à travers l'articulation de la stratégie de réduction de la pauvreté du Sénégal au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et du dixième Plan de Développement Economique et Social du pays à adopter pour la période 2002 - 2007.

Dans l'ensemble, il semblerait que le DSRP du Sénégal ait apporté une innovation majeure notamment par la participation des acteurs tels que les élus locaux, la société civile à travers les ONG, les syndicats des travailleurs, les fédérations d'associations de femmes, les organisations de producteurs et des populations. Ce document marque sa différence par sa démarche globalisante élaborée selon une approche participative et non un programme spécifique de lutte contre la pauvreté en créant les conditions propices à une croissance durable et une articulation avec les politiques sectorielles et décentralisées.

II. PROBLEMATIQUE

A l'heure actuelle, alors que la première enquête budget consommation (ESAM-I) a permis d'évaluer la proportion de ménage en dessous du seuil de pauvreté à 57,9% en 1994, les résultats de l'EPPS (2001) montrent que 65 % des ménages interrogés se considèrent comme pauvres et 23 % se considèrent même comme très pauvres. On note ainsi une aggravation de la pauvreté au cours des cinq dernières années qui ont précédé la rédaction du DSRP.

Le contexte actuel reste marqué par des besoins prioritaires sans cesse croissants et une paupérisation progressive des couches moyennes, jadis épargnées par le phénomène. Cela en dépit du taux de croissance stabilisé autour de 4%, des financements extérieurs importants et une ferme volonté politique de réduire la pauvreté depuis les années 90.

Il faut reconnaître que pendant très longtemps, les études sur la pauvreté ont été axées sur des données économétriques, subsumant la pauvreté à travers des indicateurs comme le seuil de pauvreté au détriment d'analyses qualitatives à travers des concepts tels que la vulnérabilité susceptible de rendre compte des diverses manifestation de la précarité des individus et des groupes dans le temps. Cette notion de vulnérabilité est multidimensionnelle et peut revêtir des formes (économique, sociale, sanitaire, démographique, écologique, politique, culturelle), elles mêmes indissociables.

De manière générale, l'on peut considérer qu'un diagnostic acceptable des déterminants de la pauvreté ainsi que des manifestations de la pauvreté a été effectué et que le cadre macroéconomique, les objectifs et les stratégies définis sont appropriés. Néanmoins les circonstances d'élaboration du DSRP démontrent que certaines lacunes observées au début du processus d'élaboration ont peut être entravé les modalités de mise en œuvre du Document. Une des critiques majeures formulées à cet égard réside dans le couplage des processus des DSRP et le cadre

de mise en place pour aider les PPTE, car il semblerait que les Etats précipitent l'élaboration des Documents, ce qui laisse peu de temps pour une participation active des populations au processus. Cela se traduit par la définition de cadres programmatiques non consensuels, suscitant peu d'adhésion au niveau des populations.

III. OBJECTIFS

III.1 Objectif général

En mettant en avant le paradigme de la participation, cette étude vise à s'appuyer sur les avis des populations en matière de leçons apprises (success stories and best practices) pour mieux orienter les axes stratégiques du DSRP2 et lui donner toutes ses chances de réussite.

III.2 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visent à :

- déterminer les formes et les niveaux de participation des populations ;
- statuer sur l'efficacité des actions ainsi que sur les modalités et les procédures de mise en œuvre ;
- mesurer les impacts (positifs ou négatifs) des interventions en fonction du genre et de la catégorie sociale entre autre ;
- mesurer le degré de satisfaction au sujet de la qualité des services ;
- identifier les facteurs de succès ou de blocage ;

IV. METHODOLOGIE

Le travail d'évaluation du DSRP 1 se veut participatif, ce qui suppose l'implication active des populations. Les fondements théoriques de la participation se trouvent dans l'échec des programmes et des projets de développement qui portaient en eux une insuffisance de taille, celle d'être conçus, exécutés et évalués de façon dirigiste, selon la méthode du « top-down ». Une telle approche limitait considérablement l'acceptabilité des programmes et des projets, condition essentielle de réussite de toute politique de développement. Le choix d'une évaluation participative du DSRP1 s'inscrit dans une démarche cohérente constitutive d'un processus débutant par le diagnostic participatif des problèmes et se terminant par l'évaluation participative.

Une telle orientation suppose un choix méthodologique plaçant au centre les populations. Le focus group en tant que méthode de collecte et l'analyse de contenu en général et l'analyse thématique en particulier sont particulièrement indiqués. C'est principalement autour de ces outils que va s'articuler notre étude.

L'approche méthodologique consistera d'abord à faire une revue de la littérature et ensuite à collecter des données qui seront par la suite analysées et interprétées.

IV.1 Revue et analyse documentaire

Le dépouillement de la documentation existante (rapports d'avancement, rapports d'étude, articles de presse, publications, décrets, arrêtés, etc.) devrait permettre de dresser un état des lieux de l'existant. Cet exercice permettra de recueillir des informations capitales sur les cadres institutionnels, les mandats des projets, leurs stratégies, leurs ressources, les objectifs qu'ils ont atteints, la participation des populations (formes, niveaux, intensité), les succès ou les échecs enregistrés ainsi que les facteurs qui ont concouru à ces succès ou à ces échecs.

IV.2 Les enquêtes

Elles viseront à collecter les perceptions et les avis des populations sur les projets et programmes. Pour cela, il est nécessaire de définir une méthodologie pour déterminer ces projets et programmes.

IV.2.1 Choix des projets

L'échantillonnage va se fonder sur un double critère d'exhaustivité :

- un principe d'exhaustivité spatiale qui veut que l'étude couvre toutes les régions du Sénégal, étant entendu que les programmes et projets budgétisés dans le cadre du BCI ont concerné tout le territoire national ;
- un principe d'exhaustivité sectoriel par lequel tous les secteurs visés dans la lutte contre la pauvreté ont été concernés. Ces secteurs sont au nombre de 17 et peuvent être classés en trois axes stratégiques :
 - un axe articulé autour de la création de richesses ;
 - un axe articulé autour de l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables
 - un dernier centré sur le renforcement des capacités et l'accès aux services sociaux de base

Par ailleurs, cette évaluation étant qualitative, l'inférence statistique des conclusions tirées de l'étude n'est pas un objectif, ce qui entraîne un grand degré de liberté dans le choix du nombre de projets à intégrer dans l'évaluation. Cependant, 333 en considérant ce double principe d'exhaustivité, nous allons choisir un nombre de projets au moins égal au nombre de secteurs couverts donc 17.

La détermination du nombre définitif de projets à évaluer découlera d'un autre critère d'échantillonnage : ce critère sera basé sur un principe de pondération. Ainsi 2 projets sont choisis dans les secteurs où les investissements sont les importants, comme l'Agriculture (22%), la Santé (18%) ou l'Education-formation (18%), et les Infrastructures (12%) ; alors qu'un seul projet est choisi pour les autres secteurs où les volumes d'investissements sont moindres. Toutefois, dans les secteurs stratégiques de l'Eau et de l'Environnement, 2 projets seront également choisis, même si les volumes d'investissements sont relativement faibles.

La mise en commun de tous ces critères d'échantillonnage nous permettra d'avoir 23 projets dans l'échantillon. Pour chaque projet, nous allons organiser 3 focus group, ce qui fait au total 69 focus group.

Le tableau N° 1 présente l'échantillon de projets en rapport avec les parts de volumes d'investissements par secteur, tandis que le tableau N° 2 présente l'échantillon de projets par secteur, région et zone.

- Tableau N° 1 : projets et programmes par zone, région et secteur

Zones	Régions	Programmes & Projets retenus	Secteurs	Axes stratégiques
Centre	DIORBEL	Projet AEP complément Toubia	Eau potable	Renforcement des capacités et Accès aux services sociaux de base (ASSB)
	DIORBEL	Projet appui aux écoles élémentaires	Education-formation	Renforcement des capacités et ASSB
	FATICK	Appui à la pêche artisanale	Pêche	Renforcement des capacités et ASSB
	FATICK	GIRMAC (Gestion intégrée R Mar et Cot)	Ressources naturelles et environnement	Renforcement des capacités et ASSB
	KAOLACK	Construction village artisan	Artisanat	Création de richesses
	KAOLACK	Programme Renforcement nutritionnel	Enfants	Amélioration des conditions de vie des GV
Est	THIES	Hydraulique villageoise dans les régions de Thiès et de Louga	Eau potable	Renforcement des capacités et ASSB
	THIES	PDIS santé et Développement social	Santé	Renforcement des capacités et ASSB
	TAMBA	Programme appui acteurs Coton	Agriculture	Création de richesses
	TAMBA	Etude prospective géol/min	Mines	Création de richesses
Nord	LOUGA	PDEF	Educational-formation	Renforcement des capacités et ASSB
	LOUGA	PAPEL Phase II	Elevage	Création de richesses
	MATAM	Electrification urbaine et rurale	Energie	Création de richesses
	MATAM	Désenclavement piste Matam Babel	Infrastructures de soutien	Création de richesses
	ST LOUIS	Restructuration St-Louis et Richard -Toll	Habitat des groupes vulnérables	Amélioration des conditions de vie des GV
	ST LOUIS	Réhabilitation Fleuve Sénégal	Ressources naturelles et environnement	Renforcement des capacités et ASSB
Ouest	DAKAR	Projet Eaux usées Grand Yoff	Assainissement	Renforcement des capacités et ASSB
	DAKAR	Programme mise à niveau entrep.	Industrie	Création de richesses
	KOLDA	Développement hydro-agricole ANAMBE, Phase III	Femmes	Amélioration des conditions de vie des GV
	KOLDA	Plan Stratégique de Lutte contre le SIDA	Santé	Renforcement des capacités et ASSB
Sud	ZIGUINCHOR	PSOAP	Agriculture	Création de richesses
	ZIGUINCHOR	Projet promotion investissements privés	Appui aux PME	Création de richesses
	ZIGUINCHOR	Programme Dvpt. Socio-Eco Paix Casamance	Infrastructures de soutien	Création de richesses

Tableau N° 2 : Projets et programmes, en relation avec importance des secteurs

Axes stratégiques	Secteurs	Montant	Part %	Nb projets	Programmes & Projets retenus
Renforcement des capacités et ASSB	Santé	44 733	18,0%	2	PDIS santé et Développement. social
	Ressources naturelles et environnement	10 565	4,3%	2	Plan Stratégique de Lutte c/ le SIDA GIRMAC (Gestion intégrée Ressources Marines et Côtères)
	Education-formation	44 977	18,1%	2	Réhabilitation Fleuve Sénégal PDEF
	Eau potable	13 845	5,6%	2	Projet appui aux écoles élémentaires Projet AEP complément Touba
	Assainissement	6 733	2,7%	1	Hydraulique I villageoise reg Thiès et Louga
	Pêche	2 659	1,1%	1	Projet Eaux usées Grd Yoff Appui à la pêche artisanale
	Mines	899	0,4%	1	Etude prospection et promotion géologique et minière
	Infrastructures de soutien	30 689	12,4%	2	Programme Développement Socio-Eco Paix Casamance
	Industrie	2 150	0,9%	1	Désenclavement piste Matam Balel
	Energie	10 303	4,2%	1	Programme mise à niveau entrepreneurs
Création de richesses	Elevage	4 307	1,7%	1	Electrification Ranérou
	Artisanat	720	0,3%	1	PAPEL Phase II
	Appui aux PME	4 881	2,0%	1	Construction village artisanal Projet promotion investissements privés
	Agriculture	54 702	22,1%	2	PSOAP
	Habitat des groupes vulnérables	3 300	1,3%	1	Programme appui acteurs Coton
	Femmes	7 994	3,2%	1	Restructuration Pikine irrégulier
	Enfants	4 434	1,8%	1	Programme crédits pour les femmes Programme Renforcement Nutrition
	Total	247 891	100,0%	23	

IV.2.2 Cibles de l'évaluation

Les populations bénéficiaires

Les cibles de l'évaluation sont de façon prioritaire les populations bénéficiaires auprès desquelles, nous allons administrer un ensemble d'instruments de collecte dont :

- des grilles pour la conduite de focus group ;
- une grille d'analyse de genre pour apprécier de façon très fine, la prise en compte par le projet de la dimension genre.

Le projet

Nous allons utiliser une méthode coût-efficacité et analyse d'impact du DSRP qui permettra de mesurer l'efficacité réelle du projet, c'est-à-dire, sa contribution à résoudre les problèmes se posant aux populations. Cet instrument collectera des données directement à partir des documents du projet (rapports et autres documents officiels) mais aussi à travers des entretiens avec les responsables du projet. Ces données, confrontées aux résultats issus de l'analyse des focus group, permettront de mieux les affiner.

IV.2.3 Présentation des différents outils

Les grilles de focus group

Grilles pour la conduite de focus group. Nous avons choisi d'avoir trois grilles en fonction des trois axes stratégiques sur lesquelles va s'appuyer l'évaluation. Ces grilles sont

- la grille centrée sur le Renforcement des capacités et l'accès aux services sociaux de base ;
- la grille centrée sur la création de richesses
- la grille axée sur l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables
- la grille d'analyse de genre.

IV.2.3.1 Grille sur le renforcement des capacités et l'accès aux services sociaux de base

Partie de la grille relative au renforcement de capacités

- appréciation générale du projet
- appréciation sur la contribution du projet à renforcer les capacités ;
- implication (formes, degrés) des populations dans les activités de renforcement des capacités
- domaines dans lesquels les capacités ont été le plus renforcées
- est-ce dans ces domaines que les populations voulaient être renforcées
- facteurs ayant participé à la réussite des activités de renforcement des capacités
- facteurs ayant inhibé la réussite des activités de renforcement des capacités
- indicateurs palpables de la réussite des activités de renforcement de capacités
- durabilité des activités de renforcement des capacités
- éléments à prendre désormais en compte pour le renforcement des capacités

Partie de la grille relative aux services sociaux de base

- appréciation sur la contribution du projet à l'accès aux services sociaux de base
- services sociaux de base dans lesquels le niveau de l'accès est jugé satisfaisant
- facteurs explicatifs de ce succès
- services sociaux dans lesquels le niveau de l'accès est jugé insuffisant
- facteurs explicatifs de ces insuffisances
- services sociaux de base pour lesquels les populations auraient souhaité l'accès se voir renforcé

IV.2.3.2 Grille sur l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables

- appréciation générale du projet
- appréciation sur l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables;
- implication (formes, degrés) des populations et spécialement des groupes vulnérables dans les activités d'amélioration de leurs conditions de vie
- groupes vulnérables ayant connu le plus d'amélioration de leurs conditions de vie
- facteurs explicatifs
- groupes vulnérables ayant connu le moins d'amélioration de leurs conditions de vie
- facteurs explicatifs
- domaines dans lesquels les conditions de vie des groupes vulnérables spécifiques ont été le plus renforcées
- est-ce dans ces domaines que les groupes spécifiques voudraient le plus voir leurs conditions de vie améliorées
- indicateurs palpables de la réussite des activités d'amélioration des conditions de vie
- durabilité des activités d'amélioration des conditions de vie
- éléments à prendre désormais en compte pour l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables

IV.2.3.3 Grille sur la création de richesses

- appréciation générale du projet
- appréciation sur la contribution du projet à créer de la richesse ;
- implication (formes, degrés) des populations dans les activités de création de richesses
- domaines (agriculture, élevage, artisanat, commerce etc.) dans lesquels le projet a permis la création de richesse
- est-ce dans ces domaines que les populations souhaitent de façon prioritaire de la création de richesses
- facteurs ayant participé à la réussite des activités de création de richesses
- facteurs ayant inhibé la réussite des activités de création de richesses
- indicateurs palpables de la réussite des activités de création de richesses
- durabilité des activités de création de richesses
- éléments à prendre désormais en compte pour créer de la richesse

IV.2.3.4 Grille d'analyse de genre

CATEGORIES	INFORMATIONS A COLLECTER
Axes d'intervention du projet	- La ventilation des données du projet selon les sexes et prise en compte du Genre au plan stratégique. - Le renforcement des capacités en Genre et développement au profit des membres de l'unité de gestion et des partenaires d'exécution. - Les rôles spécifiques des femmes dans les communautés et leur niveau de pauvreté par rapport aux activités du projet ; - Les contraintes spécifiques aux femmes prises en compte (déficit de formation, rôle reproductif, contraintes socio-culturelles) ; - L'accès direct à l'information et des modes de sensibilisation spécifiques aux groupes vulnérables dont les femmes. - La prise en compte de la surcharge de travail et la réduction des inégalités dans la division du travail défavorable aux femmes. - L'amélioration durable de l'accès, du contrôle des ressources et bénéfices des projets par les femmes. - Prise en compte des besoins prioritaires et les intérêts stratégiques - La participation des femmes dans les orientations stratégiques et les choix opérationnels dans la mise des projets des projets. -
Appropriation du projet par les bénéficiaires	- Adoption de formes d'organisation collective qui favorisent la participation et le leadership féminin. - La promotion de la représentativité des femmes dans les organismes de gestion et les instances de prise de décision. - Auto-gestion et facilités d'accès des femmes aux crédits, d'où une maîtrise de la décision budgétaire. - La mise en place de programmes de renforcement de capacités adaptés aux femmes. - L'implication des femmes dans les opérations de recherche-développement liées au projet.

IV.2.3.5 Grille sur l'analyse coût-efficacité

a. Principes d'application de la méthode coût-efficacité et analyse d'impact du DSRP

Les domaines qui seront pris en compte sont l'agriculture, l'appui aux PME, l'artisanat, l'assainissement, l'eau potable, l'éducation et la formation, l'élevage, l'énergie, les enfants, les femmes, l'habitat des groupes vulnérables, l'industrie, les infrastructures, les mines, la pêche, les ressources naturelles et l'environnement, ainsi que la santé.

Nous utiliserons, pour chacun de ces domaines, et dans les limites que permettront les données dont disposerons, la méthode d'analyse coût-efficacité. La méthode est un moyen d'évaluation des résultats et des impacts des programmes et des projets de développement. Elle est cruciale pour les décideurs, à la condition que ses résultats soient exploitables. La méthode consiste à privilégier un effet positif dominant appelé l'efficacité et à exprimer sous forme quantifiable, tous les autres effets qui sont eux-mêmes agrégés ensuite en un coût, et à considérer le ratio efficacité sur coût. Une telle étude met donc en relation la dimension des coûts et celle des résultats du projet. Elle s'applique dans le cas où l'objectif est mesurable à l'aide d'indicateurs d'efficacité exprimés en unités.

Parmi ses avantages, il y a le fait que l'analyse coût-efficacité est simple sur les plans conceptuel et opérationnel. Elle est adaptée à l'évaluation et à la mesure du rendement des programmes et elle peut correspondre aux concepts d'optimisation des ressources et de l'enchaînement de résultats.

Les études coût-efficacité sont réalisées dans le but de procurer aux décideurs les éléments d'information permettant de classer les diverses options étudiées. Elles privilégient alors soit le programme qui a le coût le plus faible pour une efficacité donnée, soit le programme le plus efficace pour un coût donné.

b. Méthodologie de l'évaluation

Elle consiste en ces rubriques :

- Examen des documents officiels concernant le projet et d'autres sources secondaires d'information
- Entretiens dirigés avec des bénéficiaires, des gestionnaires au niveau de la localité où se déroule le projet
- Informations qualitatives à recueillir par enquêtes et par observation directe
- Examen des documents officiels du programme en vue de comparer les progrès effectivement réalisés avec les dépenses déclarées, les projets achevés et le nombre de bénéficiaires.

Les domaines d'application de la méthodologie seront les suivants :

Exécution du programme :

- Répartition des fonds et degré d'exécution du projet.
- Utilisation des fonds
 - Les taux d'utilisation effective des fonds
 - Les délais administratifs pour l'utilisation des fonds.

Impact du programme

- Le nombre de bénéficiaires qui appartiennent effectivement aux groupes ciblés.
- Allocation des fonds aux localités les plus pauvres qui en ont le plus besoin
- Calculer le coût financier direct de l'atteinte des résultats ou des extrants du projet

c. Mise en œuvre de la méthodologie coût-efficacité

L'analyse se fait sous quatre angles: analyse des intrants, analyse du processus, analyse des extrants et des retombées.

Les intrants sont les intervenants, les services et les infrastructures; le processus c'est l'ensemble des moyens par lesquels sont transformés les intrants, et c'est l'interaction entre les intrants et le processus qui déterminent les coûts du système. Les extrants sont les résultats directs et immédiats du processus sur les populations cibles, alors que les retombées sont les résultats indirects et différés sur l'environnement social; les effets du projet ou programme sont donc la somme des résultats et des retombées.

L'efficacité est le rapport entre les coûts et les effets :

$$\text{Performance} = \frac{\text{Coûts (intrants + processus)}}{\text{Effets (résultats + retombées)}}$$

La mesure des coûts du projet est en principe aisée car reposant sur des données quantifiables. La mesure des retombées peut s'avérer difficile car elles sont souvent d'ordre qualitatif.

d. Les outils annexes de l'évaluation d'impact

Pour une exploitation exhaustive des informations issues des enquêtes, que nous effectuerons sur le terrain, nous proposons d'adopter un système de notation qui permettra de saisir l'appréciation des bénéficiaires des projets dont ils sont les cibles. Cette appréciation portera sur les critères d'évaluation que sont *l'exécution*, *l'atteinte des objectifs* et *l'impact*.

Les notations peuvent recevoir des dénominations différentes selon les critères : "non satisfaisant" à "très satisfaisant" pour *l'exécution*, "négligeable" à "élevé" pour *l'impact*.

- Le critère "exécution" :

La notation satisfaisante permet de voir si les réalisations sont conformes aux prévisions, avec des délais et des coûts maintenus dans l'enveloppe fixée initialement.

A l'inverse, un projet jugé "non satisfaisant" selon ces critères n'aura pas rempli la plupart de ces obligations.

- **Le critère "atteinte des objectifs "** : il permet d'apprécier le degré de réalisation des objectifs prévus. La réalisation des objectifs peut être :

- Très satisfaisante, ce qui signifie que les réalisations sont, pour tous les objectifs, au niveau attendu ;
- Satisfaisante, ce qui suppose que certains objectifs secondaires n'ont pas été réalisés ou que les objectifs principaux n'ont pas atteint le niveau attendu ;
- Peu satisfaisante, dans les cas où un nombre important d'objectifs principaux ou secondaires n'ont pas été réalisés ou n'ont pas atteint le niveau prévu ;
- Non satisfaisante, ce qui implique que la plupart des objectifs n'ont pas atteint le niveau souhaité.

- **Le critère " impact du projet "** : Il est apprécié sous les angles économique et social, par rapport aux effets sur la pauvreté, et en termes de renforcement de capacités. Il peut être élevé, substantiel, modeste ou négligeable. Ce niveau dépend de la taille du projet et du secteur auquel il appartient, certaines activités ayant, par nature, un impact social ou économique plus conséquent que d'autres.

- **Les indicateurs de mesure d'impacts**: Compte tenu de la grande diversité de la nature des impacts et des instruments de mesure, selon les secteurs et les programmes retenus dans cette étude, une typologie des différents indicateurs d'impact par secteur et projet sera effectuée, pour prendre en compte les différentes dimensions des projets de lutte contre la pauvreté.

IV.2.4 Analyse des données collectées

Pour analyser l'atteinte par les projets, des résultats escomptés, nous allons d'abord utiliser des grilles d'analyse comme le cadre SEPO qui cherche à identifier les Succès, les Échecs, les Potentialités et les Opportunités), mais aussi la méthode de l'analyse du champ des forces. La méthode d'analyse du champ des forces présente les facteurs favorables ou non à une bonne stratégie. Ces facteurs sont discutés, sélectionnés et pondérés, selon des critères préalablement définis par les parties prenantes de l'exercice. Ces différents outils présentent l'avantage de pouvoir déboucher sur des recommandations opérationnelles sous la forme d'outils d'aide à la décision. Plus spécifiquement, il conviendra d'analyser les actions entreprises à travers :

La participation des populations :

- la nature ou les formes de participation ;
- la qualité de cette participation ;
- l'intensité ou la profondeur de cette participation ;
- les enjeux de cette participation ;
- les limites de cette participation

L'efficience des actions :

- l'analyse et la comparaison des coûts des services livrés ;
- l'analyse de l'utilisation des ressources (humaines, matérielles et financières).

L'efficacité :

- l'analyse des résultats intermédiaires et de l'objectif spécifique se basant sur les indicateurs fixés au moment de la planification
- l'analyse profonde des bénéficiaires effectivement atteints
- l'appréciation par les bénéficiaires des résultats et de l'objectif atteint.
- Les succès et les insuffisances
- Les facteurs qui ont contribué au succès et à la réussite

L'impact :

- Les mutations qualitatives et quantitatives introduites
- La contribution du projet à la réalisation de ces objectifs, et les autres facteurs qui ont contribué à l'atteinte des objectifs globaux.
- Les effets inattendus aussi bien positifs que négatifs, les facteurs ou les événements qui ont affectés les résultats et les actions correctives prises.
- L'existence de stratégies alternatives susceptibles de générer un impact plus important.

La durabilité ou la pérennité :

L'analyse des chances que les effets induits par le projet vont continuer à se produire après le projet avec analyse des facteurs suivants :

- L'adhésion des populations locales et des bénéficiaires aux objectifs et aux stratégies du programme ou du projet
- les capacités organisationnelles, institutionnelles, économiques et financières,
- leurs capacités d'appropriation des technologies introduites,
- l'analyse des changements socioculturels induits
- L'identification et l'appréciation analytique des expériences réussies (success stories) et corrélativement les cas d'échecs

Ces 5 axes seront expliqués en fonction des facteurs : proximité, faire-faire, transparence, subsidiarité, participation, célérité, synergie et complémentarité.

V. LE CHRONOGRAMME D'INTERVENTION ET ORGANISATION DU TRAVAIL

V.1 LE CHRONOGRAMME D'INTERVENTION

Le planning établi permet d'assurer une couverture adéquate des objectifs de la mission. Nous avons, par option, retenu un budget exprimé en nombre de jours d'intervention à raison de huit heures de travail par jour (l'expérience montre, que ces heures sont toujours de loin dépassées compte tenu de l'ampleur du travail et des délais).

CHRONOGRAMME	
DESCRIPTION DES ACTIVITES	DUREE (en jours)
Revue et analyse documentaire et Elaboration des outils de collecte	5
Recueil sur le terrain des informations, exploitation et analyse préliminaire des données et validation au plan régional par les comités régionaux des produits	12
Exploitation et analyse des données	5
Rédaction rapport provisoire et restitution	5
Rédaction du rapport final	3
TOTAL	30

V.2 Organisation du travail

Répartition des chercheurs dans les zones de l'étude

Zones	Régions	Chercheurs
Nord	Saint-Louis	Mohamadou SALL
	Matam	
	Louga	Rokhaya Cissé
Centre	Fatick	El Hadji Abdoulaye Diack
	Kaolack	
	Thiès	Mbaye Diène
	Diourbel	
Sud	Ziguinchor	Mody Sow
	Kolda	
Est	Tambacounda	Abdou Salam Fall
Ouest	Dakar	Abdou Salam Fall

VI- EQUIPE D'INTERVENTION (voir en annexe les résumés des 6 CV)

Elle est pluridisciplinaire avec des sociologues, un économiste, un agro-économiste, un spécialiste en interactions population-développement- environnement et un spécialiste en sécurité alimentaire et suivi des projets.

V1. L'Expertise

VI.1.1 Le coordonnateur scientifique

Monsieur Abdou Salam FALL est Maître de Conférence de sociologie à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Titulaire d'un Doctorat de sociologie urbaine de l'UCAD et d'un Ph D en sociologie économique de l'Université d'Amsterdam, (Hollande), d'un DEA d'anthropologie des migrations avec 15 ans de recherche et d'enseignement à l'Université de Dakar et celle de Saint-Louis. Président de la commission scientifique de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, il est Directeur scientifique de la formation doctorale « sciences sociales appliquées au développement » à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar à compter de la rentrée 2007-2008.

Dans le cadre du DSRP 1, il a dirigé l'étude préalable : Perceptions de la pauvreté dans les dix régions du Sénégal en 2000-2001. Par la suite, il a été le coordonnateur scientifique de l'évaluation des DSRP et de leur articulation aux politiques agricoles dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest et du centre (Bénin, Burkina, Mali, Sénégal et Cameroun) au profit de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMAAOC) en 2003-2004. Il a également coordonné l'évaluation récente (Juillet 2007) du Programme d'appui à la réduction de la pauvreté (PAREP : 2003-2007) du Ministère de la Solidarité Nationale et du PNUD. En août 2007, il a participé à l'élaboration de la stratégie d'appui de l'USAID à la gouvernance et à la transparence au Sénégal. Quelques années auparavant, il avait coordonné la principale étude sur la Pauvreté rurale au Sénégal en 1997 pour le compte du Ministère de l'Agriculture et de la Manque Mondiale (GRS).

Il publié plusieurs livres dans le domaine de la pauvreté dont en 2007, « Bricoler pour survivre, les perceptions de la pauvreté au Sénégal », Karthala, Paris ; « L'Afrique qui se refait : Les initiatives socio-économiques en Afrique Noire », Presses Universitaires du Québec ; « Les économies domestiques en Afrique de l'Ouest », CODESRIA, Dakar en 2003. Il dirige actuellement à l'IFAN, le programme de pauvreté chronique au Sénégal en comparaison de plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest visant à étudier les dynamiques de la pauvreté dans le cadre du Centre international de pauvreté chronique de Londres (UK).

VI.1.2 Les autres experts

Monsieur Mohamadou Sall est expert en Interactions population, environnement, développement. Titulaire d'un doctorat en sciences sociales, il est de formation interdisciplinaire (géographie, démographie et environnement de l'UCL, Belgique). Il a une très bonne maîtrise des méthodes quantitatives et qualitatives. De ce fait, il a une fonction d'interface indispensable au sein d'équipe d'évaluation. Ses domaines d'expertise s'articulent autour de l'élaboration et de l'évaluation des programmes et

projets de développement, des questions de pauvreté, de développement local/rural et d'environnement.

M. Mbaye DIENE est titulaire d'un doctorat en économie. Il est rattaché au Centre de recherches économiques appliquées (CREA) de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'UCAD, et au Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES). Ses travaux portent sur la fiscalité, la pauvreté et les inégalités. Il a aussi travaillé comme consultant pour le Pnud, dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement. Il a notamment élaboré des rapports sur l'Education primaire et secondaire au Sénégal, et sur l'articulation du DSRP aux OMD, en République Centrafricaine.

Rokhaya Cissé Chambaz, est sociologue, spécialisée en genre. Titulaire d'un Diplôme d'études approfondies, elle est actuellement chercheur au Laboratoire Paupérisation et transformations sociales de l'IFAN. Elle a participé à plusieurs études dans les domaines d'expertise de la lutte contre la pauvreté, la pauvreté chronique au Sénégal, Genre et développement, Gouvernance des ressources naturelles et environnement, migrations internationales, etc. Tout au long de ces années dans la recherche et le développement, elle a développé une solide expérience dans la coordination et l'évaluation des projets de développement, dans la valorisation et la dissémination des résultats.

El Hadji Abdoulaye Diack est ingénieur agro-économiste, diplômé de Gembloux en Belgique. Il est également titulaire du DSGE/MBA du CESAG en gestion et évaluation de projet. Il a été directeur d'importants projets nationaux en assainissement, aménagements hydro-agricoles, énergie et environnement. Ses domaines d'expertise s'étendent au suivi des infrastructures rurales et à l'évaluation de politiques publiques dans le domaine rural. Ses 25 ans d'expériences de développement l'ont conduit à travailler comme expert dans les secteurs public, privé et en milieu ONG. Il a participé à l'évaluation du Programme d'appui à la réduction de la pauvreté (PAREP) (2003-2007) et à de nombreuses missions d'évaluation et de formulation.

Mody Sow est technicien supérieur en stratégie de développement et en agronomie. Dès les années 1980, il a été coordonnateur des projets et programmes de l'Office Africain pour le Développement et la Coopération (OFADEC) qui a réussi un des programmes les plus durables dans le domaine de la lutte contre la pauvreté dans la région de Tambacounda. Il a répliqué le même succès dans la région de Kolda au sein de l'ONG Vredeseilanden où il a été Coordonnateur des programmes, poste qu'il avait auparavant occupé au RAD, Réseau Africain pour le Développement Intégré où il a été Directeur des études et projets ruraux. Dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP, il a conduit différentes études dans 8 régions portant sur la contribution des organisations de base et des acteurs non étatiques au DSRP. Il est expert en sécurité alimentaire, suivi-évaluation des programmes de développement et en accompagnement des acteurs de développement rural. Ce polyglotte réside à Kolda depuis 15 ans.

VI.2 Le Laboratoire « Paupérisation et transformations sociales »

Le laboratoire capitalise une vingtaine d'années de recherche dans le domaine de l'étude la paupérisation notamment à travers différents programmes en équipe pluridisciplinaires : « Pauvreté et migrations : étude des biographies de trois générations de citoyens » (1988- 1992), « Familles dakaroises face à la crise » (1993-1998) et « Crise, passage à l'âge adulte et devenir de la famille dans les classes moyennes et pauvres à Dakar » (2000-2006). En se constituant en laboratoire, l'équipe élargit son champ d'étude notamment à la gouvernance des politiques publiques.

Le laboratoire de l'IFAN « Paupérisation et transformations sociales » est localisé au camp Jeremy sur le campus universitaire de l'Université Cheikh-Anta Diop de Dakar. L'originalité de notre démarche scientifique repose sur la mise en œuvre de l'analyse longitudinale pour saisir les transformations qui touchent la société sénégalaise selon les catégories sociales, les générations et le genre.

Une des caractéristiques principales de cette équipe regroupant sociologues, économiste et démographes, agronomes et environnementalistes est de pratiquer une double approche quantitative et qualitative. Cette approche présente l'avantage d'ouvrir la voie à des analyses conjointes et permet de mieux appréhender les différentes causalités des mutations sociales et économiques en cours.

L'affirmation d'un tel pôle de compétences universitaires (analyse longitudinale et passage du quantitatif au qualitatif) appliquées aux enjeux prioritaires de lutte contre la pauvreté en faveur d'un développement durable est essentielle pour un pays comme le Sénégal situé dans la région ouest africaine qui abrite 45 % de ménages pauvres disposant de moins d'un dollar par jour selon les données de 2004.

Atteinte des objectifs institutionnels

La visibilité de l'équipe favorise également la mise à disposition des ministères (Economie et Finances, Solidarité nationale, Développement rural, Santé, Famille) ou des institutions de développement (Gouvernement du Sénégal, PNUD, UNICEF...) des analyses de type universitaire et susceptibles de faciliter des actions de développement alors que ces institutions se contentaient d'analyses ponctuelles conduites par des bureaux d'étude.

Le laboratoire réalise de plus en plus l'analyse des politiques publiques. Les institutions gouvernementales et de développement manifestent le besoin de collaboration avec un secteur de la recherche travaillant de manière autonome sur la critique des politiques publiques et leur accompagnement en mettant à profit une connaissance approfondie et suivie des mutations socio-démographiques et économiques des sociétés actuelles qui sont en mouvements.

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP
IFAN
Laboratoire Paupérisation Transformations Sociales
BP: 206 Dakar - FANN
Tél: (221) 825 19 90 - 825 92 32 - 825 96 14
Le Directeur Scientifique



ANNEXES

C.V. DES EXPERTS

Abdou Salam FALL (Ph D)
Maître de conférence de Sociologie
Cellulaire : (221) 639 34 75

Adresse : N°5, zone 16 Almadies Dakar

Email : asfall@refer.sn ou asfall2001@yahoo.fr

COMPÉTENCES ET DOMAINES D'EXPERTISE

SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT : pauvreté, développement local, économie domestique, politiques sociales, gouvernance.

METHODOLOGIE : méthodologie qualitative de recherche, analyse longitudinale, méthodes participatives et ethnographiques.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

2005-2007	Maître de conférence à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), Université Cheikh Anta Diop de Dakar;
1992-2005	Maître-assistant de recherche à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, (IFAN), Université Cheikh Anta Diop de Dakar;
1980-1983	Responsable de la formation à l'Office Africain pour le développement et la coopération (ONG), Sénégal.

CHEF DE MISSIONS D'EXPERT

2007	Evaluation du Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté, Ministère de la solidarité nat. et PNUD
2007	Elaboration de la stratégie de gouvernance de l'USAID au Sénégal (membre de la mission)
2006	Gouvernance et corruption dans la gestion des ressources naturelles et environnementales au Sénégal pour le compte de Forum civil, section sénégalaise de Transparency International et de la coopération Hollandaise.
2005	Evaluation de l'articulation entre les politiques agricoles et les documents de stratégie de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre. Réseau d'expertise des politiques agricoles de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;
2003	Etude sur les enjeux et défis des migrations Ouest-africaines dans les zones de départ et d'accueil, Organisation Internationale du Travail, Genève.
2002	Elaboration du Programme quinquennal de référence dans le renforcement de pouvoir de la société civile environnementale. Union Mondiale pour la Conservation de la Nature (UICN) ;
2001	Etude portant sur la Perception de la Pauvreté au Sénégal, Etude qualitative dans les dix régions du Sénégal dans le cadre du DRSP. PNUD, Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal ;
2001	Evaluation des pratiques de mise en réseau de la société civile en Afrique de l'Ouest. Centre Technique pour le Développement Agricole et Rural (CTA), UE et ACP, Wageningen, Hollande ;
1997	La pauvreté rurale au Sénégal, étude réalisée pour le compte du Ministère de l'Agriculture (GRS), 254 p.

Formation

2005	Doctorat d'Habilitation en Sciences Sociales, option Sociologie Economique, Université d'Amsterdam
1991	Doctorat de Troisième Cycle de Sociologie Urbaine, Université Cheikh Anta Diop Dakar / Sénégal
1988	Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) d'Anthropologie Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Cheikh Anta Diop Dakar / Sénégal
1987	Maîtrise de Philosophie option Sociologie Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Cheikh Anta Diop Dakar / Sénégal

LIVRES PUBLIÉS

2007	<i>Bricoler pour survivre. Perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar</i> , Karthala, Paris, 245 p.
2007	<i>L'Afrique qui se refait. Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire</i> , (en coll. Avec Louis Favreau), Presses de l'Université du Québec, 393 p.
2005	<i>Les professionnels de santé en Afrique de l'Ouest. Entre savoirs et pratiques</i> , en coll. Avec L. Vidal et D. Gadou, L'Harmattan, collections Logiques sociales, Paris, 328 p.
2005	<i>Urbain-Rural. L'hybridation en marche</i> , (éds) en coll. Avec Cheikh Guèye, Editions Enda, 478 p.
2004	<i>L'économie domestique en Afrique de l'Ouest</i> , (éds), (en coll. Avec O. S. Sy), Editions du CODESRIA, 335 p.
2004	<i>Altermondialisation, économie et coopération internationale</i> , (en coll. Avec L. Favreau et G. Larose), Presses Universitaires du Québec et Karthala, Montréal, Paris, 312 p.
2003	<i>Enjeux et défis de la migration internationale de travail en Afrique de l'Ouest</i> , <u>Cahiers de Migrations internationales</u> , Bureau international du travail, n° 62 F, Genève, 48 p.
2004	<i>Le Sud ...et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives ? Le renouvellement des modèles de développement</i> , (en coll. Avec L. Favreau et G. Larose), Presses Universitaires du Québec et Karthala, Montréal, Paris, 352 p.
2001	<i>Cités Horticoles en sursis ? L'agriculture urbaine dans les Grandes Niayes au Sénégal</i> , (en coll. avec Safiétou Touré Fall), (éds), Editions du CRDI, Ottawa, 134 p.
1995	<i>Les familles dakaroises face à la crise</i> , (En coll. Ph. Antoine, Ph. Bocquier), ORSTOM / IFAN, 285 p.

CURRICULUM VITAE (Résumé)

Identification

Nom : SALL

Date de Naissance : 27 Juin 1963

Statut matrimonial : Marié

Adresse : Immeuble H72 bis, Rd Pt Scat Urbam,

Prénom : Mohamadou

Lieu de Naissance : Richard Toll

Situation familiale : Père de 2 enfants

Tél : 619 22 46, e-mail : sallmoham@yahoo.fr

Domaines de compétences

- Elaboration et suivi-évaluation de programmes en Population-Développement avec une orientation sur les questions de pauvreté, d'environnement et de développement rural.
- De formation interdisciplinaire, capacités avérées d'analyses quantitatives et qualitatives et rôle d'interface au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Activités d'évaluation

- Membre de l'Equipe d'évaluation de la Coopération canadienne (Projets financés par le CRDI) au Sénégal, en collaboration avec le Groupe d'Etudes et de Recherches Constitutionnelles et Politiques (GERCOP) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, 2007
- Membre de l'Equipe d'évaluation des programmes d'intervention de la Mission USAID-SENEGAL, (GERCOP), Université Gaston Berger de Saint-Louis, 2005. L'évaluation concernait tous les secteurs d'intervention : santé, éducation, gestion des ressources naturelles, décentralisation, etc.
- Expert dans le Rapport de Suivi et d'Evaluation de la Déclaration d'Engagement sur le VIH/SIDA (UNGASS), étude commanditée par le Comité National de Lutte contre le VIH Sida Sénégal (CNLS) auprès de l'IPDSR, UCAD, 2005
- Membre de l'Equipe d'évaluation des données du Recensement de 1991 de la République Islamique des Comores, mars-avril-mai 1996, IFORD

Autres activités d'expertise (Sélection)

- Membre de la Mission d'étude sur « Gouvernance et corruption dans la gestion des Ressources Naturelles au Sénégal », Coopération hollandaise/Forum Civil, 2005-2006
- Consultant de l'UNFPA (FNUAP) pour le développement d'un « Argumentaire pour le Positionnement Stratégique des questions de Population dans les Politiques et Programmes de Développement », 2005
- Membre de la Mission d'étude sur la Prévention du VIH/SIDA dans le secteur du transport, CELCO et Ministère des transports (Programme Sectoriel des Transports, PST 2), 2005
- Data Manager de l'Equipe Afrobarometer-Senegal (National Partner) du Réseau Multinational Afrobarometer. Ce réseau collecte et analyse tous les deux ans les données politiques et socio-économiques de 18 pays africains.
- Membre de l'Equipe Régionale de Recherche sur les Economies domestiques (Codesria/ Oxfam-U.K.), 1998

Situation Professionnelle : Enseignant-Chercheur à l'Institut de Formation et de Recherche en Population, Développement et Santé de la Reproduction (IPDSR), Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Diplômes

- Doctorat en Sciences sociales, option Interactions Population-Développement-Environnement, avril 2004, SPED, Institut d'Etudes du Développement, Université Catholique de Louvain (UCL), Belgique
- Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) sur les Interactions Population- Développement- Environnement, 2000, UCL, B.
- Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Démographie, 1995, Institut de Formation et de Recherches Démographiques (IFORD), Université de Yaoundé 2, Cameroun.
- Certificat de Licence de Géographie, 1992, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Activités d'enseignement et de recherche (Sélection)

- Enseignement des questions de population dans les Universités Cheikh Anta Diop
- Recherches : Pauvreté chronique avec le CPRC (Londres), Migration et développement local avec l'INED (Paris)

Publications

1. Acteurs et pratiques de la production foncière et immobilière à Ourosogui (Sénégal), Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, avril 2004, 253 pages (Thèse de doctorat publiée)
2. Fall A. S., Sy O. S., Sall M., « Les économies domestiques en Afrique de l'Ouest : Synthèse régionale » in Fall A. S., Sy O. S. (dir.), Household economies in West Africa, Codesria-Oxfam U.K., Série des livres du Codesria, 2004, 335 pages
3. « Les Différences spatiales d'accès à l'eau potable dans une ville d'Afrique sub-saharienne, Yaoundé (Cameroun) » in Villes du Sud et Environnement, Série des Travaux de la Société d'Ecologie Humaine de Marseille, Editions de Bergier, 1997, avec Emmanuel Ngwe (co-auteur), pp 39-53
4. « La conditionnalité écologique : enjeux, forces et limites d'une nouvelle coopération normative », Revue Afrique 2000, n° 24, août 1996, pp. 25-32
5. Les perceptions relatives aux problèmes d'environnement en milieu africain : cas de Yaoundé, Série des Cahiers de l'IFORD, n° 9, Yaoundé, juin 1996, 123 pages

Langues : Parlées, lues et écrites à un niveau excellent : Français et Anglais ; Langues locales : Pular et Wolof

Informatique : Maîtrise de Systèmes d'exploitation, de tableurs, de gestionnaires de bases de données et de logiciels d'analyse des données.

CURRICULUM VITAE

Nom : DIENE
Prénom : Mbaye
Tél : (221) 576 6116,

Adresse : CRES, ue de Kaolack, angle F,
Rond Point de l'œuf, Point E - Dakar
e-mail : mbayedienesn@yahoo.fr

Compétences :

Economie, Mathématiques, Statistiques, Econométrie

Domaines d'expertise :

Fiscalité, Pauvreté, analyse des inégalités, Théorie des jeux,

Domaines d'enseignement : Microéconomie, Statistiques, Mathématiques, Comptabilité Nationale, Macroéconomie appliquée, Analyse monétaire, Économie du Développement, Croissance Economique, Commerce international, Economie politique.

Expériences professionnelles :

- Enseignant à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar.
- Chercheur au Centre de recherches économiques appliquées (CREA), et au Consortium pour la recherche économique et sociale (CRES)

Missions :

- 2007 - Appui sur l'articulation des OMD au DSRP, en République Centrafricaine
- 2006 - Etude sectorielle de l'Education en République Centrafricaine
- 2005 - La gratuité de l'enseignement primaire et moyen au Sénégal
- 2004 - L'éducation primaire pour les enfants de 7 à 12 ans et l'alphabétisation pour les adultes.

Formation :

- 2005 - Doctorat d'Etat en Sciences Economiques sur le thème : « *Fiscalité Indirecte et Inégalités de Revenu au Sénégal.* »
- 1998 - D.E.A. Sciences Economiques sur le thème : « Performances comparées des industries au Sénégal »
- 1996 - Maîtrise ès sciences économiques, option : Analyse et Politiques de Economiques.

Publications:

- 2006 - Rapports d'études sur l'éducation et le DSRP au profit du Pnud.
- 2005 - Journal de l'Institut Panos: « *Analyse des inégalités de revenus au Sénégal* » Juin.
- 2004 - African Journal of Economic Policy : "*Income inequality and Fiscal reforms in Senegal and Burkina: a comparative study*". Vol.3.

Réseaux et activités de recherche :

- 2006- Conférence à l'université d'Oxford, sur le thème - *Reducing poverty and inequality, How Africa can be included ?*
- 2006 - Chercheur-Visiteur au CIRPEE (Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi), à l'université Laval.
- 2005 - Atelier de formation sur le thème *politiques économiques et pauvreté multidimensionnelle*, organisé par le CRDI
- 2004 - Atelier à Nairobi sur le thème « Econométrie des Séries Temporelles » organisé par l'AERC (African Economic Research Consortium)
- 2004 - Atelier à Nairobi, de l'AERC, dans le groupe de Macroéconomie et Croissance.
- 2004 - Atelier de formation sur les politiques économiques, dans le réseau canadien PEP (Politiques Economiques, Economic Policies)
- 2004 - Atelier de la Banque mondiale sur la Régulation des Secteurs de Production
- 2003 - Atelier au Kenya de l'AERC (African Economic Research Consortium) sur la Macroéconomie et la croissance.
- 2002 - Cours sur les « Politiques des ressources publiques pour réduire la pauvreté » organisé par l'Institut de la Banque Mondiale et le CERDI, à Dakar
- 2002 - Formation avancée sur la pauvreté, organisée par le SISERA à Dakar
- 2002 - Séminaire au Québec, Université Laval sur le thème « Analyse multidimensionnelle de la pauvreté »
- 2002- Séminaire au Maroc sur le thème "Les dépenses publiques, pauvreté et équité". Projet MIMAP du CRDI
- 2000 - Atelier sur « La mesure et l'Analyse de la pauvreté pour les politiques publiques » organisé par l'Institut de la Banque Mondiale et le CERDI, à Dakar
- 1998 - Atelier sur "Equity and Growth through economic research". Projet EAGER, USAID/CREA, Dakar.
- 1997 - Formation sur "l'Instrument Automatisé de Prévision (IAP) avec la GTZ et le Ministère des finances du Burkina - Faso.

Prénoms et nom: **ROKHAYA CISSÉ CHAMBAZ**
Profession : **Sociologue**
Date de naissance : **15/09/72 à Thiès**
Nationalité : **Sénégalaise**
Contacts téléphoniques : **824-94-22/644-90-43**
Email : **rcisse@gmail.com**

Domaines de compétences

- Elaboration de projets de recherche et coordination de programmes de développement
- Suivi et évaluation de projets et programmes, gestion axée sur les résultats (GAR)
- Genre et Méthodes participatives et qualitatives
- Développement rural
- Gouvernance et décentralisation

Activité d'évaluation

- Membre de l'équipe d'évaluation Actions Non Gouvernementales Françaises (ONGs et Collectivités locales) de 1994 à nos jours, en financé par le Ministère des Affaires Etrangères (France), Février-Mars 2005.
- Mission d'évaluation du programme Micro Finance de World Vision dans la zone nord du Sénégal, de Diagnostic du secteur dans la zone sud et d'Appui dans la création d'une IMF. Avril 2004 – Juin 2004.
- Evaluation finale du programme de Micro crédit de PLAN Dakar Urbain en partenariat avec l'UM-PAMECAS. Janvier-Mars 2002.
- Sociologue consultante dans la mission d'évaluation du PSC (Programme de Santé Communautaire) de la Croix -rouge Sénégalaise (Mbacké, Diourbel, Bambey, Louga, Kolda, Sédhiou, Tambacounda, Kédougou, Pikine, Guédiawaye). Mars 2000.

Autres activités d'expertise (Sélection)

- Membre du groupe d'experts Genre et Décentralisation en faveur pour la révision des (UNIFEM-IED/AFRIQUE). Novembre 2006.
- Membre de la Mission d'étude sur « Gouvernance et corruption dans la gestion des Ressources Naturelles au Sénégal », Coopération hollandaise/Forum Civil, 2005-2006.
- Mission de formation des partenaires d'exécution du PLCP en Genre et méthodes participatives, Dec – Janvier 2004.
- Animation d'un atelier de formation sur la gestion axée sur les résultats (GAR) auprès du Programme de formation des gestionnaires civils africains francophones pour la consolidation de la paix (PGCAF), CESAG. (Nov-Déc 2004).
- Mission de diagnostic des systèmes de financement décentralisés dans les zones d'intervention du Programme de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP). Mai 2002

Situation Professionnelle : Doctorante au sein du Laboratoire Paupérisation et Transformations Sociales, Equipe JEREMI (IFAN), Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Diplômes

DEA de sociologie 1998, Université Cheikh Anta DIOP de DAKAR

Maîtrise en Sociologie 1996, Université Toulouse le Mirail

Langues

Anglais : Bonne connaissance
Allemand : Bonne connaissance

CURRICULUM VITAE

El Hadji Abdoulaye Diack
Ingénieur Agro-économiste
Spécialiste en Evaluation et Gestion de Projet
Tel.8320024; Email: cofitec@sentoo.sn

DOMAINES DE COMPETENCES ET QUALIFICATIONS

Développement Rural : Planification, Suivi et Evaluation de Projets et Plans de développement
Hydraulique : Infrastructures d'hydraulique rurale ; Projets AEP - Aménagements hydro agricoles
Environnement : Expert agréé pour les Etudes d'Impacts et les Evaluations Environnementales et Sociales

MISSIONS D'EXPERT

- Evaluation externe du Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP) et de la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets de Lutte contre la Pauvreté (CSO/PLCP) Expert (membre d'équipe) chargé spécifiquement de l'évaluation relative : PAREP SEN/03/001 /PNUD- Sénégal - Mai - Juillet 2007
- Coordination et Suivi Opérationnel du Plan Sanitaire Régional /OMVS ; Expert international chargé de la coordination des Etudes/Enquêtes et Formation dans le Bassin du Fleuve Sénégal /OMVS / 2005-2006
- Mise en place du système de Suivi-Evaluation du projet GEF : Evaluation institutionnelle et opérationnelle des Comités National et Locaux de Coordination de l'OMVS (CNC/CLC) Projet GEF/ OMVS -2006
- Projet du Barrage Hydroélectrique de Sambagalou et ligne d'interconnexion / OMVG (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie) Expert international Environnement /Bureau TECSULT, - 2003 /2004 / 2006
- Formulation du cadre institutionnel et du système d'organisation et de gestion des Centres Polyvalents de Formation des Producteurs (CPFP) ; pour les Départements du Sénégal : - Juin-Août 2005
- Mise en place du Système d'information et du Suivi-Evaluation du secteur horticole en République du Cap-Vert. Projet GCP/CVI/036/NET/ FAO : Novembre 2000 - Mars 2001
- Evaluation et Analyse économique des Filières Agricoles d'Exportation du Sénégal - PIP (Programme Initiative Pesticides)/ COLEACP / Union Européenne - 2002-2003.
- Etudes de base du Projet de Promotion des Exportations Agricoles du Sénégal - Diagnostic des Entreprises d'exportation et des Organisations professionnelles - Etude pour le Financement des Exportations Agricoles du Sénégal . PPEA (Projet de Promotion des Exportations Agricoles)/ Banque Mondiale - 1999/2001
- Evaluation et Actualisation du Programme National d'Investissement du Secteur Agricole (PISA) -chargé de l'Etude : Efficacité des Investissements et des Rôles respectifs du Secteur Privé et du Secteur Public

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- Actuel : Consultant en Développement Rural - Bureau d'Etudes (PMC Ingénieurs-conseils)
- 1998 - 2003 : Ingénieur conseil, Responsable du Suivi et de l'Evaluation Environnementale du Projet Energie Manantali / OMVS
- 1996-1997 : Directeur de projets / GEAUR (Générale des Eaux et de l'Assainissement Urbain et Rural)
- 1991-1995 : Directeur du Développement et des Aménagements Hydro-agricoles / C.S.S. (Compagnie Sucrière Sénégalaise - Richard Toll) :
- 1985-1990 : Chef de projet / PPFI (Projet Pilote de Ferme Intégrée - Tieudème - Diender)
- 1985-1986 : Chargé d'enseignement en Economie rurale - ENSA (ex INDR, Thiès)
- 1983-1985 : Chargé de Programme à l'ONG ENDA

FORMATIONS

Diplômes d'Etudes Supérieures

- 1983 : Faculté des Sciences Agronomiques de l'Etat à GEMBLOUX - Belgique
Ingénieur Agronome - Option : Développement rural/Environnement - Mention distinction
- 1990 : Centre d'Etudes Supérieures en Gestion des Entreprises (CESAG) - DAKAR - Diplôme de 3^{ème} cycle (DSGE/MBA) -
Option : Evaluation et Gestion de Projet
- 2001 : Centre de Formation de TECSULT à Laval (Canada) - Géomatique et Gestion des Systèmes d'information ;
Applications environnementales (SIG)
- Informatique : MS Office ; SPHINX, OPX2, MS Project, TOMPRO - TECPRO ; ARCVIEW
- Langues de travail : Français - Anglais (connaissance pratique) - Wolof (langue maternelle)

Curriculum vitae

Nom : Mody SOW

Profession : Technicien en Développement

Date de naissance : 25 juillet 1955 à Dakar

Nationalité : SENEGALAISE

Principales qualifications :

Conception – Gestion et Evaluation de Programmes et Projets

Gestion des organisations/développement institutionnel

Productions agricoles et animales

Projets de créations de richesses

Formation :

Je suis titulaire d'un Brevet de technicien en horticulture. Cependant j'ai suivi plusieurs formations

Formation aux techniques de diagnostic et de recherche participatives

Formation sur les stratégies de développement en situation de crise

Formation sur les concept Genre et Développement et Sur la Planification Stratégique

Formation sur le cycle de Projet de l'Union Européenne et sur le Suivi Evaluation

Expérience professionnelle :

- ❖ FODDE Kolda : Coordinateur des Projets et Programmes
- ❖ VREDESEILANDEN Kolda : Coordinateur Technique du programme
- ❖ AIDE et ACTION/Dakar : Responsable du Service Animation et Développement
- ❖ RADI INTERNATIONAL : Directeur des Etudes et Directeur des Projets Ruraux
- ❖ ISRA/CDH Cambérène Assistant de recherche travaux sur Piment et Patate douce et Diakhatu et amélioration des légumes de type africains
- ❖ OFADEC Tambacounda Responsable du département de la production

Travaux les plus récents:

- Etude sur la sécurité alimentaire dans les régions de Diourbel, Kolda et Tambacounda pour le compte d'un réseau d'organisations sénégalaises partenaire du GADEC
- Etude sur la contribution des Organisations de la société civile dans le cadre de la mise en Œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté dans les régions de Tambacounda, Ziguinchor, Kolda, Kaolocak, Fatick, Diourbel et Louga pour le compte de la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté (CSPLP) du Ministère de l'Economie et des Finances
- Etude diagnostic des Acteurs Non Etatiques de la région de Kolda et de leurs cadres unitaires pour le compte de l'UGP/ANE PAPNBG